Appel à participation : Journées doctorales du LESC - UMR 7186

22-23 juin 2017

Nanterre - Maison Archéologie et Ethnologie René Ginouvès - 308 F

Anthropologie critique et critique politique

Résumé :

“Identité”, “rapport à la nature”, “relativisme des cultures”, “théorie du genre”, “filiation”, “inégalités sociales”... si nombre de débats politiques contemporains manipulent des concepts au coeur des questions anthropologiques, peu d’anthropologues y participent sur la scène publique. La question de l’engagement et du rôle du chercheur ne font d’ailleurs pas consensus dans les cercles académiques. Partant de ce constat, ces journées doctorales ont pour but d’engager une réflexion autour des finalités de l’anthropologie, de la praxis du jeune chercheur sur les différents lieux de la production du savoir, et des liens entre connaissance anthropologique et engagement politique. Ces journées se veulent être un espace de discussion et de réflexion sur les potentialités critiques des recherches anthropologiques émergentes. « En se transformant en autocritique d’où tout souci pratique a disparu, la critique n’a plus alors de politique que le nom » : Cette remarque de J. Copans [1] souligne la nécessaire interrogation politique que posent les liens entre réflexivité et pratique dans la discipline. Comment, dès lors, intégrer à la critique réflexive une critique politique positive des mondes sociaux, sans perdre de vue la production de savoirs scientifiques ? Quelles formes peuvent prendre l’engagement du chercheur, sur son terrain comme dans sa propre société ? Dans quelle mesure un dialogue interdisciplinaire permettrait de nourrir ce débat au sein de la discipline anthropologique ? Plus largement, doit-on postuler que le projet anthropologique est intrinsèquement critique, ou tenter de construire une anthropologie proposant une critique sociale originale ?

Argumentaire :

La démarche ethnographique a été au cœur des débats méthodologiques et épistémologiques en anthropologie, de la remise en cause de son autorité[2] à sa réhabilitation par les détours de cette autocritique. L’engagement ethnographique, entendu comme implication directe de l’enquêteur à la première personne au sein de son terrain de recherche, en relations étroites ou en collaboration directe avec les acteurs[3], est devenu le lieu de questionnements privilégiés de la position du chercheur. Gavin Smith interroge le degré mais aussi les formes de cet engagement : « The stress on fieldwork has inevitably made experience almost a magic key for entering the world of adulthood among anthropologists, and indeed explains the present attraction of ethnography among other discipline like social history and cultural studies. But for anthropologists his highly intense and often quite anguished moment can mislead into thinking that this exhausts the entire quotient of the social engagement required of us[4] ». Quelle « juste distance »[5] l’ethnographe doit-il mettre en place sur son terrain et dans les formes de la restitution ? L'engagement se résume-t-il à prendre position en faveur de la population étudiée, à s'en faire le porte-parole ? Les anthropologues auraient plutôt tendance, au contraire, à mettre en lumière des relations de domination complexes : Faudrait-il, par exemple, choisir entre les intérêts de groupes indigènes d'Amazonie et ceux de migrants

---

[1] Copans J. : 2010

[2] Clifford J. : 1986

[3] Cefaï D. : 2010

[4] Smith G. : 1999

[5] Bensa : 1995

économiques à la recherche de meilleures conditions de vie[6] ?

Au-delà de la prise de position sur le terrain, se posent ainsi des questions de méthodologie et de positions normatives. L'exigence de « neutralité axiologique »[7], largement débattue dans d'autres disciplines des sciences sociales, est-elle conceptuellement possible et nécessaire ? Ou bien n'est-elle qu'hypothétique, considérant que « jamais neutre, notre rapport initial au monde social – celui dont notre milieu nous a malgré nous légué l'héritage en termes d'expérience et d'éducation – pèse d'un poids considérable, quoique souvent dénié sur nos centres d'intérêt scientifique et notre façon de les aborder »[8] ? Ainsi, cette exigence de neutralité relèverait moins d'une position scientiste que du dévoilement nécessaire de la position sociale du chercheur et de ses options axiologiques[9] – justement – peu souvent explicitées[10].

Se questionner autour des présupposés normatifs de la recherche incite nécessairement à interroger les finalités que chacun souhaite donner à sa recherche tout autant que les finalités de l'anthropologie. Autrement dit, si produire des connaissances générales sur l'Homme en société sert un projet intellectuel qui se suffit à lui-même, une des questions centrales de ce débat est de déterminer pour qui l'anthropologue produit son savoir. Quels sont les intérêts servis par le savoir anthropologique[11], et quelles sont les conséquences sociales de la connaissance[12] ? Le décalage induit par la confrontation et la comparaison de différents univers sociaux, caractéristique de l'anthropologie, fournit à première vue des outils privilégiés d'analyse et de critique des différentes formes de pouvoirs, de relations asymétriques, d'inégalités ou de dominations. L'anthropologie pourrait ainsi intégrer le projet des sciences sociales critiques fondée sur « l'intérêt à l'émancipation, au sens d'un intérêt visant à s'affranchir des différentes formes de domination », selon le point de vue de Habermas[13].

Mais sur quels fondements cette critique doit-elle reposer ? Adorno nous incite à lier les connaissances de faits singuliers à une totalité, la société[14]. Toutefois, quels sont les principes qui permettent de juger légitimement des formes de vie sociales problématiques ? La critique marxiste, à travers l'analyse des rapports de production, s'est basée sur un principe d'égalité sociale[15]. Les critiques post-colonialistes ont quant à elles reposé sur un principe de droit à la parole des subalternes et d'égalité des cultures[16] ; les *gender studies* sur celui d'égalité des sexes. Quelle est, toutefois, l'universalité de tels principes ? Le perspectivisme ou le tournant ontologique, en proposant davantage une explicitation critique du monde qu'une critique politique proprement dite, sinon à la rigueur en supposant un droit à la diversité, peuvent nourrir ce débat sur l'universalisme[17]. A. Honneth, de son côté, suggère que la critique doit être "immanente" et s'adosser à la correction de "carences sociales"[18].

Comment le jeune chercheur, spécialiste de régions et de thématiques spécifiques, peut-il donc intervenir de manière critique dans les débats intellectuels et politiques contemporains - dans

---

[6] Gledhill : 2002
[7] Weber : 2003
[8] Bensa : 2011
[9] Granjon : 2014 ; Berreman : 1968
[10] Price : 2013
[11] Lem & Leach : 2002
[12] Berreman : 1968 ; Bessire & Bond : 2014
[13] Renault & Sintomer : 2003 ; voir aussi Jean-Loup Amselle sur le rôle politique de l'anthropologue (Amselle : 2012)
[14] Adorno : 2016
[15] Reprise dans les années 1970 par certains anthropologues, comme Claude Meillassoux ou Maurice Godelier, cette approche est à présent renouvelée par des sociologues et philosophes comme Christian Laval et Pierre Dardot.
[16] Frantz Fanon, Edward Saïd, Arjun Appadurai, Homi Bhabha…
[17] Balibar : 2016 ; Hage : 2012 ; Bessire & Bond : 2014
[18] Honneth : 2006

la société dont il est issu comme dans celle qu'il étudie ? Ces interrogations critiques ont été et sont encore vivement débattues au sein d'autres disciplines telle que la sociologie[19] ou la philosophie (notamment les différentes générations de l'Ecole de Francfort), mais sont relativement absente en ces termes du champ de l'anthropologie, particulièrement en France. A l'exception de quelques-uns, peu d'anthropologues français s'impliquent politiquement dans les débats contemporains. Pourquoi cette absence ? La question de la critique politique se pose-t-elle différemment pour les anthropologues que pour les sociologues ? Que peut apporter l'anthropologie aux différentes constellations critiques en sciences humaines et sociales ? Et en retour, quels avantages l'anthropologie aurait-elle à puiser dans ces différentes traditions ? Quels seraient enfin les apports d'un engagement politique critique à l'analyse anthropologique elle-même[20] ?

Souhaitant discuter et interroger les finalités de la pratique anthropologique, questionnement qui traverse sans nul doute toute entreprise de recherche en sciences humaines et sociales et a fortiori celle de jeunes chercheurs, ces journées doctorales seront organisées autour des deux axes suivants. Loin de les dissocier, il importe de les considérer comme les deux facettes d'un même problème, qui articulent à différentes échelles la réflexion proposée sur la production de connaissances.

1. L'engagement du chercheur, sur le terrain et au-delà

Avons-nous le devoir, le droit ou encore les compétences pour nous 'impliquer', nous 'engager' ? Quelle forme de liens unissent le chercheur à son objet d'étude et aux individus avec qui il travaille sur le terrain ? Il s'agira par exemple de discuter du rôle que certains ethnographes se voient assignés par leurs ethnographiés, voire par leur commanditaires[21], et de la manière dont ils négocient alors leur place et leur degré d'implication. Quels choix ou contraintes méthodologiques pour l'obtention de quelles données[22] ? Si la demande peut émaner du terrain, l'anthropologue ne peut-il pas également construire des problématiques de recherches engagées ? Nous commencerons ici par questionner les différentes manières dont les jeunes chercheurs pensent et pratiquent l'imbrication de la recherche anthropologique et de la critique sociale. Les interventions attendues placeront au cœur de leur réflexion la nature de la relation ethnographique à travers le prisme de la critique et de l'action sociale. Qu'elles aient abouties ou non, nous étudierons ainsi entre autres des expériences de recherche 'impliquées', 'engagées', et ce quel qu'en soit leur degré.

2. Finalités du projet anthropologique et devenir des connaissances

Si l'on accepte l'idée selon laquelle pratiquer l'anthropologie nécessite pour tout chercheur de se positionner quant à la question de son utilité sociale, et que la recherche et l'implication sociale sont conciliables[23], il convient en premier lieu de s'interroger sur les finalités du projet anthropologique, et en particulier sur sa visée comparative. N'invite-elle pas, en tant que telle, à porter un regard critique sur toute société ? La discipline fournit-elle par ailleurs des outils spécifiques pour penser la critique politique et participer aux changements sociaux ? Quelles sont ses limites ? Il s'agira d'interroger la spécificité de l'approche anthropologique – tant dans ses

[19] Parmi les sociologues les plus mentionnés ou présents dans le débat, on peut citer P. Bourdieu et L. Boltanski évidemment, mais aussi N. Heinich, B. Latour, F. Granjon, P. Corcuff, etc.
[20] Nous pensons ici, par exemple, à la façon dont les études postcoloniales, parties d'une visée critique, ont pu aboutir à un renouvellement théorique des concepts d'identité ou de culture.
[21] Fluehr-Lobban : 2008
[22] A cet égard, voir le débat entre Roy D'Andrade et Nancy Scheper-Hughes, ayant fait l'objet d'un dossier thématique "Objectivity and militancy : a debate" dans *Current Anthropology*, vol.36, n°3, 1995.
[23] Berreman : 1968

méthodes que ses filiations théoriques – dans la production de recherches critiques. Enfin, l'expertise anthropologique peut-elle combler un manque analytique et des besoins sociaux qu'aucune autre approche ne prend en compte ? Comment anthropologues, acteurs politiques ou travailleurs sociaux peuvent-il collaborer à des visées de changement social ?

Il s'agira de discuter ici tant de recherches construites autour d'une perspective de « recherche-action », que de travaux ayant indirectement servis à appuyer des revendications sociales. De manière plus générale, des jeunes chercheurs pourront aussi discuter de la potentielle portée critique de leurs travaux, quand bien même leur intention première ne comportait pas de dimension politique. Comment faire face aux éventuelles réappropriations dont ils pourront faire l'objet ? A titre d'exemple, on peut évoquer ici la manière dont les recherches anthropologiques sur les relations entre humains et non-humains[24] ont posé la question d'un possible "tournant animaliste", "entendu à la fois comme position politique et morale de défense des animaux, et comme position épistémologique"[25]. Il sera ainsi proposé aux participants de s'interroger sur les liens qui peuvent exister entre les problématiques qui guident leurs travaux et les débats agitant la société contemporaine. La confrontation des diverses interventions attendues dans cette session permettra ainsi de discuter, de manière plus globale, des destinataires réels ou supposés des recherches anthropologiques que nous menons, et de leur caractère explicitement ou implicitement critique.

Modalités de soumission des contributions :

- Ces journées se voulant avant tout un espace ouvert aux questionnements de tout jeune chercheur, même non “spécialiste” des questions proposées, différentes possibilités de contributions sont proposées : exemple de cas fournissant une forme de critique politique ou ayant occasionné une prise de position (issu d'une recherche personnelle ou autre) ; examen “exploratoire” de sa propre recherche, ou d'une situation rencontrée, à l'aune des questions proposées ; présentation d'ordre bibliographique, d'ouvrages ou d'auteurs ayant marqué une réflexion personnelle ou pouvant nourrir le débat.
- Les interventions pourront en outre prendre la forme d'un exposé classique, ou de participation à des tables rondes permettant de nourrir le débat. L'organisation précise du programme dépendra des réponses à cet appel.
- Cet appel est ouvert à tous les doctorants, post-doctorants ou jeunes docteurs en SHS travaillant sur des questions anthropologiques ou donnant une visée critique à leur travail, et en particulier à ceux du LESC.
- Les propositions sont à envoyer à l'adresse doctoraleslesc2017@gmail.com pour le 15 mars 2017 (résumé de 500 mots). Une réponse sera fournie durant la 1ère semaine d'avril. Les journées auront lieu à la Maison Archéologie & Ethnologie de Nanterre les 22-23 juin.
- Sur la base des communications et des échanges qu'elles auront occasionnés, une publication de ces rencontres est envisageable, sous la forme d'un numéro thématique de revue par exemple.

Comité scientifique :

Julie Cayla, doctorante Paris Nanterre, LESC (organisatrice)
Arnaud Esquerre, CR, LESC
Monica Heintz, MCF Paris Nanterre, LESC
Violaine Héritier-Salama, doctorante Paris Nanterre, LESC (organisatrice)
Carolina Kobelinsky, CR, LESC
Brett Le Saint, doctorant Paris Nanterre, LESC (organisateur)

[24] Entre autres, Descola : 2005.
[25] Ce débat a fait l'objet d'un colloque au collège de France, à Paris, les 22-24 juin 2011.

Bibliographie :

Adorno T. 2016 : "Introduction à la querelle du positivisme", *Le conflit des sociologies. Théorie critique et sciences sociales*, Paris, Payot, pp. 215-301.
Amselle J.-L. 2012 : *L'anthropologue et le politique*, Fécamp, Lignes.
Balibar E. 2016 : *Les universels. Trois conférences*, Paris, Galilée.
Bensa A. 1995 : « De la relation ethnographique ». *Enquête*, [En ligne]. URL : http://enquete.revues.org/268.
Bensa A. 2011 : « Ethnographie et engagement politique en Nouvelle-Calédonie », *in* Naudier D. & Simonet M., *eds*, *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagement*, Paris, La Découverte, pp. 44-61.
Berreman G. 1968 : "Is Anthropology Alive? Social Responsibility in Social Anthropology", *Current Anthropology*, vol. 9, n°5, pp. 391-396.
Bessire L. & Bond. D. 2014 : "Ontological anthropology and the deferral of critique", *American Ethnologist* vol. 41-3, pp. 440-456.
Boltanski L. 2009 : *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
Cefaï D. 2010 : *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions de l'EHESS.
Clifford J. 1986 : "Introduction: Partial Truths", *in*, Clifford J. & Marcus G., *eds*, *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*, Berkeley, University of California Press, pp. 1-26.
Copans J. 2010 : « Critique politique de l'anthropologie », *in*, Bonte P. & Izard M., eds., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, PUF.
D'Andrade R. & Scheper-Hughes N. 1995 : "Objectivity and militancy : a debate", dossier thématique, *Current Anthropology*, vol.36, n°3, pp. 399-440.
Fassin, D. & Bensa, A. 2008 : *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques,* Paris, La Découverte, collection "Bibliothèque de l'Iris".
Fluehr-Lobann, C. 2008 : "Anthropology and ethics in America's declining imperial age", *Anthropology Today*, vol. 24, n°4, pp. 18-22.
Gledhill J. 2002 : "Anthropology and politics : commitment, responsibility and the academy", *in*, Vincent J., ed., *The anthropology of politics. A reader in ethnography, theory and critique*, Oxford, Blackwell Publishing, pp. 438-45.
Granjon F. 2014 : « Des sciences sociales vigilantes aux sciences sociales politiques », *Web-revue des industries culturelles et numériques*, mis en ligne le 1er mai 2014. URL : http://industrie-culturelle.fr/industrie-culturelle/sciences-sociales-vigilantes-sciences-sociales-politiques/
Hage G. 2012 : "Critical anthropological thought and the radical political imaginary today", *Critique of Anthropology*, vol.32, n°3, pp.285-308.
Honneth A. 2006 : « La critique comme "mise au jour". La Dialectique de la raison et les controverses actuelles sur la critique sociale », in *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique,* Paris, Editions La Découverte, pp. 131-149.
Lem W. & Leach B. 2002 : *Culture, economy, power. Anthropology as critique, anthropology as praxis*, Albany, State University of New York Press.
Price, D. 2013 : « Codifier la discipline. L'anthropologue comme espion », *in* Fassin, D. & Lézé, S., eds, *La question morale. Une anthologie critique*, Paris, PUF.
Renault E. & Sintomer Y. 2003 : *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte.
Smith G. 1999 : *Confronting the present. Towards a politically engaged anthropology*, New-York, Berg.
Weber M. 2003 : *Le savant et le politique*, Paris, Editions La Découverte.